

Google a «**totale**ment tort» d'humilier le gouvernement chinois

Sans surprise, le gouvernement chinois n'a pas apprécié l'initiative de Google de [contourner le système de censure](#) en redirigeant les connexions de Google.cn vers Google.com.hk où les résultats de recherche ne sont pas soumis au filtrage. Pour Pékin, **Google a « violé sa promesse écrite »** et a « *complètement tort* », selon les propos d'un porte-parole rapportés par l'agence de presse Xinhua.

« *Nous sommes opposés sans compromis à la politisation des questions commerciales, et exprimons notre mécontentement et indignation envers Google pour ses accusations et sa conduite déraisonnables* », a ajouté le porte-parole en faisant allusions aux accusations du géant de la recherche à l'encontre des manœuvres effectués depuis le pays (en prenant soin de ne pas pointer ouvertement les instances dirigeantes). En janvier, Google relatait [l'existence d'attaques de son système informatique](#) et les comptes Gmail de dissidents chinois en provenance de Chine. En protestation, il demandait au gouvernement de lever le filtrage de son moteur de recherche sur les contenus politiques. Moins de trois mois après le début de la crise, Google est donc passé à l'action.

Les discussions entre les deux parties n'ont donc pas abouti. Google et les représentants du gouvernement chinois se seraient rencontrés les 29 janvier et 25 février. En vain. Pékin restant campé sur ses positions, à savoir que les entreprises étrangères doivent se soumettre aux lois locales et que l'éventuel départ de Google du marché chinois resterait son problème. Visiblement, les instances dirigeantes n'avaient **pas anticipé l'habile manœuvre de Google de défier la censure tout en restant dans la légalité**. De part son régime spécial (historiquement acquis avec l'occupation britannique), Hong Kong, où sont désormais redirigées les requêtes vers Google.cn, n'est pas soumis à la censure de la Chine continentale.

Il reste maintenant à savoir ce que Pékin compte faire. Pour l'heure, aucune annonce officielle sur une éventuelle action de représailles n'a été évoquée. Mais il serait étonnant que le gouvernement chinois se laisse humilier très longtemps. Ne serait-ce que pour éviter l'entraînement d'**un effet de contagion** auprès des autres compagnies occidentales. Sans oublier le libre accès aux contenus actuellement possible pour les chinois continentaux. Il sera également intéressant de voir de quelle manière le moteur de Mountain View gagnera des parts de marché sur son concurrent local Baidu. Lesquels se partagent le gâteau avec respectivement 35 % et 58 % au quatrième trimestre 2009.